

Le passé ou le futur. L'attitude de la France face au changement politique en Espagne, 1975-1977¹

Les nouveautés historiographiques des dernières années sur la période de transition démontrent que le changement politique espagnol ne doit pas être étudié uniquement à partir d'une perspective espagnole². Les analyses internationales peuvent contribuer à faire avancer la connaissance de cette étape cruciale pour la citoyenneté espagnole, mais aussi pour le reste du monde occidental³. Après la chute des dictatures de la Grèce et du Portugal, la mort de Franco situe l'Espagne au centre de l'actualité. En témoigne l'arrivée des 419 correspondants de tous les coins du monde qui veulent couvrir l'enterrement du dictateur en 1975 et l'incertitude qui s'en suit⁴. Le fort intérêt des pays occidentaux pour cet événement montre qu'on ne peut pas parler d'un changement politique motivé seulement par des facteurs internes, mais qu'il faut accorder la même attention à des facteurs externes. Les bases militaires américaines dans la péninsule ibérique obligent les États-Unis à participer à ce changement politique pour défendre leurs intérêts, l'affaire de Gibraltar maintient en alerte la Grande Bretagne et, la possibilité d'une ouverture du marché ibérique conduit la plupart des États de la CEE à ne pas perdre de vue le climat d'incertitude espagnol. En outre, la CEE se trouve immergée dans un processus de construction du récit européen qui a des conséquences sur la démocratisation de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne⁵. On ne peut pas davantage oublier l'importance du tourisme de la *Costa Brava* et la vision de l'Europe qu'il génère en Espagne.

La France est un des pays européens qui montre le plus d'intérêt pour la situation espagnole. Sa proximité géographique n'en est pas la seule raison. En effet, l'avenir espagnol peut déterminer la politique et l'économie française à plus d'un titre. Signalons la présence de nombreux exilés et émigrés en France depuis la guerre civile, la nécessité pour les Français de franchir les frontières terrestres avec l'Espagne pour se rendre en Afrique, leurs intérêts historiques dans leurs anciennes colonies et encore certaines similitudes entre l'économie

¹ Je remercie le Seminario de Estudios de Franquismo y Transición, Marie-Claude Chaput, Alejandro Román Antequera y Ricardo Tejada.

² La période de la transition espagnole est celle de la démocratisation du pays et de l'entrée de l'Espagne dans la CEE. La transition interne a eu lieu entre 1977 et 1982 et la transition externe entre 1977 et 1986.

³ DELGADO, Lorenzo, MARTÍN, Ricardo, PARDO, Rosa (éd.), *La Apertura internacional de España. Entre el franquismo y la democracia (1953-1986)*, Madrid, Sílex, 2016 ; MARTÍN, Óscar et ORTIZ Manuel (éd.), *Claves internacionales en la transición española*, Madrid, Los libros de la Catarata, 2010.

⁴ GUILLAMET, Jaume (Ed.), *Las sombras de la transición. El relato crítico de los corresponsales extranjeros (1975-1978)*, Valencia, Publicacions de la Universitat de València, 2016, p. 10.

⁵ MORENO, Antonio et NÚÑEZ, Vanessa, *Historia de la construcción europea desde 1945*, Madrid, Alianza, 2017.

agraire du Sud de la France et celle de l'Espagne, nouvelle concurrente pour les produits français. Ce sont là des raisons suffisantes pour analyser la vision française de la transition espagnole. En revanche, même si cet article fait référence au début du changement politique en Espagne, l'histoire de la France ne peut pas rester à l'écart de notre enquête. Après le décès de Georges Pompidou en 1974, de nouvelles élections y sont organisées. Au deuxième tour, Valéry Giscard d'Estaing bat le socialiste François Mitterrand. Malgré cela, c'est la première fois dans la V^e République que les conservateurs n'obtiennent pas une claire victoire car la gauche commence à obtenir la confiance de la société après la crise initiée en 1968. Le gouvernement de V. Giscard d'Estaing se caractérise par la volonté de moderniser le pays, un certain nombre de mesures sociales et surtout par l'ambition de pouvoir obtenir le plus grand poids possible en Europe. En revanche, la crise du pétrole et les conflits entre le président et le premier ministre Jacques Chirac provoquent des disputes entre les gaullistes et les conservateurs non gaullistes qui appuient Valéry Giscard d'Estaing⁶. En 1976, Jacques Chirac s'éloigne du gouvernement et structure un parti qui s'oppose à ce dernier. Tout cela conditionne la relation avec l'Espagne puisque, tandis que le président établit un important lien diplomatique avec le roi dans le but de parrainer le changement politique en Espagne, Jacques Chirac et Raymond Barre restent éloignés de la situation espagnole.

L'objectif de cet article est d'analyser l'attitude de la France face au début du changement politique espagnol, depuis la mort de Franco en novembre 1975 jusqu'aux premières élections en juin 1977. Même si elle est courte, cette période est peut-être capitale. En Espagne, les événements s'accélèrent. L'arrivée sur le trône de Juan Carlos I^{er} comme roi d'Espagne, la destitution d'Arias Navarro, la nomination d'Adolfo Suárez comme président du gouvernement, la loi d'amnistie, la convocation d'élections démocratiques et le début d'un agenda international officiel, sont quelques-unes des nouveautés dans un contexte plein d'incertitudes et de craintes. Dans un tel panorama, l'opinion des pays européens, en particulier la France, peut être crucial pour commencer un processus de démocratisation. Les forces de l'opposition antifranquiste depuis les années soixante essayent de lier la démocratisation de l'Espagne et l'europhisme, avec l'objectif de trouver une légitimité internationale pour un futur régime de libertés. C'est un des motifs pour lesquels le concept de démocratie est la plupart du

⁶ BERSTEIN, Serge et WINOCK, Michel, *La République recommencée. De 1914 à nos jours*, Paris, Seuil, 2017.

temps lié à la CEE⁷. Et cette idée apparaît dès la Réunion de Munich en 1962⁸. Le roi et le gouvernement de Suárez adoptent rapidement une position comparable dans le but de se rapprocher de l'Europe, de trouver un meilleur soutien démocratique et de conclure des accords politiques ou économiques pour améliorer la situation très délicate du pays. Dans ce contexte, il est essentiel de connaître l'attitude de la France face au changement politique en Espagne. Il ne s'agit pas seulement du voisin du nord partageant de nombreux intérêts communs avec l'Espagne, mais aussi d'une des puissances les plus importantes du Marché européen.

Il s'agit là d'une première analyse qui fait partie d'une recherche plus ambitieuse ; c'est pourquoi nous n'offrons pas de conclusions définitives⁹. Nous signalons plutôt quelques axes qui nous semblent essentiels pour comprendre le caractère complexe de la perception de la France sur la situation politique espagnole et ses raisons. Cette étude s'inscrit dans les champs politique, diplomatique et international. La conception française du franquisme et la possibilité d'un changement politique jouent un rôle très important. Et même si ce n'est pas l'objet de cet article, les clichés et les préjugés qui existent sur la culture et la société espagnoles influencent aussi la perception française de l'Espagne. En définitive, nous voulons vérifier si l'opinion publique française a tenu compte des recommandations des journaux européens décrétant que, face à la situation cruciale que traversait l'Espagne en 1976, l'Europe ne pouvait lui tourner le dos comme elle l'avait fait en 1936¹⁰. La tentative de V. Giscard d'Estaing de parrainer le changement politique espagnol est-elle vraiment orientée vers ce but, ou, au contraire, les déclarations du président de la République ne sont-elles que de simples vœux pieux européens ? L'hypothèse principale est que l'attitude française tient à de multiples facteurs qui pourraient être classés comme intrinsèques et extrinsèques. Les premiers ont à voir avec les propres intérêts de la France et les seconds avec des facteurs idéologiques internationaux découlant du partage classique gauche/droite et, dans le cas de la transition espagnole, pensés en termes de rupture et de réforme. À tout cela nous devons ajouter les tensions apparues entre les deux États, depuis la position française par rapport aux membres de l'ETA jusqu'à la demande espagnole d'entrée dans la CEE (concurrence fruits et légumes). Nous avons déjà

⁷ CAVALLARO, María Elena, *Los Orígenes de la integración de España en Europa. Desde el franquismo hasta los años de la transición*, Madrid, Sílex, 2009.

⁸ Il s'agit du IV^e Congrès du Mouvement européen, auquel participe une grande partie de l'opposition à la dictature franquiste. Il demande aux institutions européennes de n'accepter qu'une Espagne démocratique. AMAT, Jordi, *La Primavera de Múnich*, Barcelona, Tusquets, 2016.

⁹ Il est prévu d'étendre la recherche en s'appuyant sur de nouvelles sources et des entretiens personnels.

¹⁰ MARTÍN, Óscar, « Gran Bretaña y España. Relaciones estratégicas para el fin de una dictadura (1969-1977) », MARTÍN, Óscar et ORTIZ, Manuel (éd.), *op. cit.*, p. 158-159.

analysé ce dernier débat dans d'autres recherches¹¹. Par conséquent, dans l'étude qui suit, nous allons nous concentrer sur les questions politiques relatives à la démocratisation.

Ainsi, pour analyser la réaction de la France face aux premiers changements dans la politique espagnole, nous allons étudier les dossiers envoyés au Quai d'Orsay depuis les déclarations dans la presse et les débats à la Chambre des députés et au Sénat en France.

Il est nécessaire d'approfondir ces questions dans la mesure où il y a eu peu de recherches sur le sujet bien que ce soit une thématique qui concerne les deux pays. L'historiographie française a mis plus de temps à s'y intéresser, mais aujourd'hui elle en propose des analyses. Les travaux de Pablo Martín-Pañeda et les différentes publications de Mathieu Trouvé sont les plus récents et les plus complets¹². En ce qui concerne l'historiographie espagnole, à part des livres informatifs et journalistiques, les deux thèses qui traitent cette problématique d'un point de vue politique datent des années 1990, alors qu'à cette époque toute la documentation n'était pas disponible¹³. González del Miño a compris la complexe relation bilatérale dans tous ses aspects, tandis que Sagrario Morán a étudié la problématique de la relation avec l'ETA¹⁴. Outre ces ouvrages, il existe des articles d'investigation centrés sur des questions très concrètes autour des aspects économiques ou culturels, essentiels pour comprendre la perception française du changement politique en Espagne, mais il y en a très peu qui parlent de l'attitude française face à la transition espagnole de manière directe¹⁵.

¹¹ MOLINA, Sergio, « Cuando boicoteaban las lechugas en la frontera. Relaciones franco-españolas ante el debate agrario, 1968-1977 », *Historia del Presente*, 32 (2018), p. 143-146. *IDEM*, « La construcción del enemigo. Francia, España y el problema agrario, 1968-1977 » *Pasado y Memoria*, 17 (2018), p. 453-477.

¹² MARTIN-PAÑEDA, Pablo, *Que dire à l'Espagne ? De l'isolement franquiste à la démocratie européenne, la France au défi, 1957-1979*, Bruxelles, Peter Lang, 2015 ; TROUVE Matthieu, *L'Espagne et l'Europe. De la dictature à l'Union européenne*, Bruxelles, Peter Lang, 2008 ; *IDEM*, « Une querelle agricole le Midi de la France et l'adhésion de l'Espagne à la CEE 1975-1986 », *Annales du Midi*, n° 250 (2005), p. 203-227.

¹³ BUSTURIA, Daniel de, et AUBERT, Paul (éd.), *Del reencuentro a la convergencia: historia de las relaciones bilaterales hispano-francesas*, Madrid, CDN, 1994 ; ACUÑA Ramón L., *Como los dientes de una sierra (Francia-España de 1975 a 1985, una década)*, Barcelona, Plaza&Janes, 1986.

¹⁴ GONZÁLEZ, Paloma, *La Heterogeneidad de las relaciones bilaterales hispano-francesas durante el cambio político español : 1969-1986. Sus constantes y sus variables*, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 1991 ; MORÁN, Sagrario, *La Cooperación hispano-francesa en la lucha contra ETA*, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 1996.

¹⁵ SÁNCHEZ, Esther, *Rumbo al sur: Francia y la España del desarrollo, 1958-1969*, Madrid, CSIC, 2006 ; DELGADO, Lorenzo, « L'Espagne franquiste au miroir de la France de l'ostracisme à l'ouverture internationale », *Siècle*, 20 (2004), p. 117-133 ; DULPHY, Anne, « Les relations bilatérales France-Espagne : un survol historique », *Lettre de l'IRSEM*, n° 8, Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire, 2012 ; PINILLA, Alfonso, *Ideología e información : la prensa francesa ante la muerte de Franco*, Cáceres, UNIVERSIDAD de Extremadura, 2013 ; LEMUS, Encarnación, « Las posiciones francesas ante la desaparición de Franco y el establecimiento de la monarquía », *Historia del Presente*, 6 (2005), p. 61-84 ; CHAPUT, Marie-Claude, « Nuevas imágenes y permanencia de los estereotipos sobre España en la prensa francesa (1975-1975) », en MARTÍN, Óscar et ORTIZ, Manuel (éd.), *op. cit.*, p. 198-221 ; ANGOUSTURES, Aline, « L'opinion publique française et l'Espagne, 1945-1975 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 4 (1990), p. 672-686.

De la mort de Franco à l'investiture de Suárez. Novembre 1975-juillet 1976.

Le décès du dictateur est devenu un événement retransmis quasiment partout en Occident. Les jours suivants la mort de Franco, les condoléances vont de pair avec l'incertitude quant à l'avenir du pays. Celui-ci est très ouvert : les partisans du franquisme sont divisés entre les défenseurs d'une certaine ouverture et les partisans du maintien d'un système autarcique (politique et économique). Les secteurs démocrates obtiennent de plus en plus de soutien dans la société civile espagnole comme dans les partis politiques de l'Europe démocratique. La France se sent concernée par la situation politique au-delà des Pyrénées, étant donnée la proximité géographique des deux pays et l'influence de la situation espagnole en France. Face à ces événements, les réactions de la politique française et de la société en général ne se sont pas fait attendre. V. Giscard d'Estaing a envoyé une note officielle à la veuve du dictateur et à l'héritier du trône : « A su Alteza Real Don Juan Carlos [...], en ocasión de la muerte de Su Excelencia el Generalísimo Franco, que desde hace casi cuarenta años ha regido la historia de su país, le dirijo mi más sincera condolencia »¹⁶.

Les premières actions du gouvernement français après le décès de Franco, surprennent une partie de la société française, non seulement par le soutien à Juan Carlos exprimé dans le télégramme mentionné, mais par la décision de mettre les drapeaux nationaux en berne en signe de deuil pour la mort de Franco¹⁷. Cette mesure suppose la reconnaissance d'un gouvernement autoritaire qui a accédé au pouvoir par le biais des armes. À partir de ce moment, comme le montre Alfonso Pinilla, l'opinion publique française se divise sur la dictature espagnole et l'avenir de ce pays pour des motifs idéologiques. Les journaux proches de la gauche comme *Libération*, *L'Humanité* et même *Le Monde* critiquent les liens entre le gouvernement et le Franquisme, pendant que *Le Figaro*, *La Croix* et *L'Aurore* applaudissent la décision de montrer du respect pour un chef d'État défunt. Durant les jours suivants, les journaux français présentent des visions contradictoires de l'Espagne¹⁸. Pour *La Croix* et le reste des journaux conservateurs, Franco mérite un certain respect même s'il a été un dictateur. Ils soulignent sa fermeté, son habileté à contrôler la société bien qu'il n'ait pas cherché la réconciliation et, surtout, ils mettent l'accent sur le développement et les améliorations économiques qui, selon ces journaux, sont dues à l'action du dictateur¹⁹. Il s'agit d'une vision cohérente par rapport aux mesures prises

¹⁶ « À son altesse royale Don Juan Carlos [...], à l'occasion de la mort de Son Excellence le Généralissime Franco qui a dirigé le pays depuis plus de 40 ans, je vous adresse mes plus sincères condoléances », *ABC*, 21 novembre 1975.

¹⁷ *L'Humanité*, 24 de novembre de 1975 ; PINILLA, A., *op. cit.*, p. 153.

¹⁸ *Ibid.*, p. 25.

¹⁹ *L'Aurore* et *Le Figaro*, 21 novembre 1975.

par la France pendant le franquisme, car il ne faut pas oublier que les contacts sont restés plus ou moins permanents entre les deux pays. D'ailleurs, Charles de Gaulle comme Georges Pompidou ont soutenu les pactes de 1970 avec l'Espagne et défendu son entrée dans la CEE²⁰.

Pendant ce temps, les publications proches de la gauche critiquent les déclarations du gouvernement français et condamnent la dictature franquiste à cause de l'absence de libertés et de l'usage de la violence. *L'Humanité* célèbre la mort du dictateur, « l'assassin de la République »²¹. Ce débat intense se prolonge à l'Assemblée Nationale. Les députés socialistes demandent des explications au Quai d'Orsay sur la présence du président de la République lors de la proclamation de Juan Carlos I^{er}, car ils considèrent qu'il n'y a toujours pas de démonstration réelle de changement²². Peu après, les députés gaullistes, en désaccord avec le président, demandent des comptes au gouvernement sur l'attitude qu'il a adoptée face à la condamnation à mort des membres de l'ETA et du FRAP²³. La division de l'opinion sur la dictature franquiste se renforce en raison de l'incertitude de l'avenir politique de l'Espagne. En revanche, la plupart des sources considèrent le roi comme la clé pour débloquer la situation et décider du devenir du pays, mais ses rares apparitions publiques jusqu'alors ne permettent pas de cerner son positionnement. Les documents de l'Ambassade française à Madrid, datés de 1976 mais qui font référence aux dossiers de 1975, considèrent que le roi n'est pas prêt, qu'il est peu intelligent et, de plus, qu'il est entouré de conseillers qui aggravent sa mauvaise image²⁴. Malgré celle-ci, V. Giscard d'Estaing maintient son soutien ferme au roi en assistant à son couronnement quelques jours après la mise en berne des drapeaux. Le président français commence alors sa tentative paternaliste de parrainer et sauvegarder un possible changement en Espagne. Même si, jusqu'alors, de grands mouvements stratégiques ne s'étaient pas produits, au-delà des premiers projets ratés d'Arias Navarro²⁵, le pari du président de la République en faveur du jeune roi présuppose sans doute l'abandon de toute politique de rupture vis-à-vis de la dictature. Celle-ci est engagée par la gauche espagnole et soutenue par ses homologues français, car le PSF comme le PCF commencent à nouer certains contacts, qui vont se développer lors de la campagne électorale de 1977²⁶. Ce paternalisme peut être interprété

²⁰ Pompidou en 1970 : « je souhaite l'entrée de l'Espagne dans l'Europe ». TROUVE, M., *op. cit.*, 2008, p. 120. *La Croix*, 21 novembre 1975.

²¹ *L'Humanité*, 21 novembre 1975.

²² *Journal Officiel. Débat parlementaires Assemblée Nationale*, 21 novembre 1975, p. 8888.

²³ *Ibid.*, 25 novembre 1975, p. 8940.

²⁴ Rapport du 6 octobre de 1976. Archives Diplomatiques de la France [AMAE], 1929INVA/4353.

²⁵ Arias Navarro a été le dernier président de la dictature et le premier du règne de Juan Carlos I^{er}, de 1973 à 1976. Il a été accusé de terrorisme d'État suite aux événements de Vitoria et Montejurra en 1976. De plus, il ne bénéficiait d'aucun soutien au sein du régime.

²⁶ Les relations entre partis : PSOE (Fondation Pablo Iglesias), PSF (Fondation Jean Jaurès), PCE (Université Complutense) et PCF (Archives Départementales Saint Denis).

comme la continuité des politiques entre les deux pays pendant le franquisme. La France, depuis le milieu des années 1950, a essayé de ne pas laisser l'Espagne uniquement sous l'influence politique et économique des États-Unis ou de l'Allemagne, son grand rival dans la CEE. Dans les négociations, qui sont la plupart du temps à caractère économique, la France défend ses intérêts par la vente d'énergie nucléaire et même par certains échanges de produits agricoles. Cette relation, qui peut bénéficier à la France, explique qu'au début des années 1960, G. Pompidou sollicite l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN²⁷. De même, le soutien, dès les premiers moments, de V. Giscard d'Estaing à Juan Carlos permet de consolider le statut de la France comme le pays le plus influent dans le processus de changement, incarnant des positions modérées et conservatrices. De cette manière, la bonne relation que G. Pompidou entretient avec Juan Carlos, attestée par quelques rencontres personnelles comme celles de 1970 et 1973, s'est prolongée²⁸. La question à laquelle il nous faut répondre est donc de savoir si ce paternalisme est réel ou se limite à de simples déclarations.

L'Assemblée Nationale et le Sénat deviennent des forums de débat sur la question espagnole. Le contenu des discussions peut surprendre, car, dans la plupart des cas, les sujets traités abordent les intérêts de la France eux-mêmes ; le gouvernement et une grande partie des groupes politiques y participent. Les échanges commencent à propos d'une possible incorporation de l'Espagne et de la Grèce dans la CEE et de ses répercussions négatives pour l'économie agricole française. À partir de ce moment, le débat sur l'adhésion à la CEE devient singulier. Il prouve qu'au sein des partis politiques on ne partage pas le même pessimisme qu'à l'ambassade française en Espagne. Le fait de considérer plausible l'entrée de l'Espagne dans la CEE, suppose de ne pas faire de la démocratisation du pays une priorité. Il est très significatif qu'au printemps 1976, quand l'incertitude prédomine en Espagne, la politique française se soit focalisée majoritairement sur la question agraire et non pas sur l'instauration de la démocratie en Espagne²⁹, oubliant que celle-ci se trouve alors « sur le fil »³⁰. La plupart des commentaires qui font allusion à l'ouverture des négociations avec l'Espagne proviennent des députés de la majorité gouvernementale, même si ces instances critiquent aussi dans d'autres occasions les dangers d'une Espagne européenne. En même temps, les défenses les plus virulentes des produits agricoles viennent des communistes et des gaullistes qui défendent les intérêts des

²⁷ MARTÍN-PAÑEDA, P., *op. cit.*, p. 191-192. Quelques accords sont militaires : AMAE, 187QO/411 et 187QO/412.

²⁸ *Ibid.*, p. 186-187. Quelques télégrammes montrent la relation entre les deux : AMAE, 187QO/422.

²⁹ MOLINA, S., *op. cit.*

³⁰ CHAPUT, M.-C., *op. cit.*, p. 215. Une intervention à propos de la démocratisation de l'Espagne a été faite par Jean Sauvagnargues, ministre des Affaires Étrangères. *Journal Officiel. Débat parlementaires Sénat*, 15 juin 1976, p. 1784.

agriculteurs du Midi de la France³¹. Un exemple de ces débats est l'intervention du député communiste Paul Balmigère : « La question capitale que le Gouvernement se refuse de résoudre est celle de la protection de notre marché viticole des importations [...] de celles de pays comme la Grèce et l'Espagne »³².

Précisément, les communistes et les socialistes du Midi sont ceux qui se montrent les plus critiques envers la situation espagnole et défendent la rupture avec le régime antérieur. *Le Nouvel Observateur* et *L'Humanité* exposent quelques-unes de ces positions de la gauche française de la même manière que *L'Unité*, journal officiel du PSF³³. Dans cet hebdomadaire, en mars 1976, on condamne l'absence de liberté de la presse : « les lois de l'appareil répressif existent ainsi que tous les mécanismes de contrôle de l'opinion, pratiquement dans les mêmes formes qu'au moment de leur création en 1939 »³⁴. En revanche, au sein des institutions françaises, on ne privilégie pas un discours favorisant la démocratisation, mais plutôt la défense des intérêts nationaux. Autrement dit, la démocratisation espagnole est une nécessité pour rejoindre l'Europe, mais cela constitue un problème pour les produits agricoles français, plus coûteux, qui risquent de se voir concurrencés. Du moins, tel est le discours qui, comme nous le verrons plus loin, se généralise dans le monde rural français. La pression française sur les produits espagnols est un vieux débat, important pendant la décennie antérieure, et ayant déjà provoqué des altercations à la frontière³⁵. La défense des intérêts français se lit dans le dossier confidentiel de l'ambassadeur Jean-François Deniau, où il analyse quelques postes clé du nouveau gouvernement. Ce diplomate arrive à la conclusion que la présence du ministre de l'Industrie Pérez de Bricio, du ministre du Commerce Llado y Fernández, qui a présidé antérieurement la Commission franco-espagnole, et de Marcelino Oreja, nouveau ministre des Affaires étrangères (et ami personnel de l'ambassadeur selon les rapports), sont bénéfiques pour les intérêts de la France³⁶.

En définitive, en France, au cours des premiers mois après la mort de Franco, il n'existe pas une vision homogène de ce qui se passe en Espagne. Dans le domaine diplomatique, V. Giscard d'Estaing parie sur la défense du roi malgré les dossiers négatifs que l'ambassade française lui envoie d'Espagne. Les partis de gauche défendent la démocratisation et la rupture

³¹ Le Midi est la partie de la France la plus importante quant au le discours contre l'intégration de l'Espagne. TROUVÉ M., *op. cit.*, 2005, p. 203-227. MOLINA, S., *op. cit.*

³² *Journal Officiel. Débats parlementaires Assemblée Nationale*, 18 juin 1976, p. 4384.

³³ *Le Nouvel Observateur*, 2 février 1976. Pour plus exemples, cf. CHAPUT M.-C., *op. cit.*, p. 206.

³⁴ *L'Unité*, 12-18 mars 1976. D'autres exemples dans *L'Unité*, 26 mars et 30 de avril 1976. Même Felipe González a publié dans cette revue : *L'Unité*, 28 mai 1976.

³⁵ Les premiers boycotts de camions espagnols se sont produits en juin 1968. Rapports espagnols des 4, 7, 12 et 31 juin 1968. AGA, 42/08934 et 42/08937.

³⁶ Rapport du 8 juillet 1976. AMAE, 1929INVA/4353.

avec le franquisme dans les médias. Mais, en revanche, dans les débats parlementaires, les députés mettent l'accent de manière répétée sur les problèmes agricoles posés par l'entrée dans la CEE. Donc, on peut considérer l'hypothèse que la démocratie en Espagne est une *arme à double tranchant* pour la France. D'un côté, un pays démocratique peut tout seul se prononcer en faveur de la fin de la dictature et de l'instauration d'un système de libertés. D'un autre côté, la démocratie espagnole peut déboucher sur l'adhésion à la CEE, et c'est, selon les députés, un grand inconvénient pour l'agriculture française. Cela n'est pas le seul dilemme. La comparaison des journaux français met en évidence le facteur idéologique. Pendant que les conservateurs, sans condamner la dictature, plaident pour un processus réformiste avec le roi à la tête du pays, la presse proche de la gauche défend la rupture avec le franquisme dans la recherche d'une vraie démocratie. Dans ce débat, le président de la République, comme nous l'avons vu, s'affirme dès le début comme le grand protecteur de Juan Carlos au niveau international, car la plupart des pays n'ont pas parié sur le roi aussi tôt. Par exemple, le gouvernement britannique se montre toujours très pessimiste sur le processus de changement, dans le même esprit que certains dossiers de l'ambassade française à Madrid³⁷. Mais les différentes visions françaises de la position à adopter sur l'avenir espagnol présentent toutes une part de consensus. Elles mettent l'accent sur les grandes difficultés que le pays connaît. La violence de l'extrême droite et de l'État lui-même, l'illégalité des forces démocratiques, les graves problèmes économiques et l'absence de libertés sont soulignés par les défenseurs de la rupture et de la réforme. Dans ces grandes lignes, la France est au courant de l'actualité espagnole³⁸. A priori, la plupart des courants politiques défendent publiquement l'aide à la démocratisation espagnole, mais celle-ci ne se matérialise jamais au cours de ces premiers mois d'incertitude, car les intérêts nationaux jouent également un rôle important.

De l'investiture de Suárez aux premières élections démocratiques. Juillet 1976-juin 1977.

La démission d'Arias Navarro provoque une nouvelle incertitude dans le pays. L'investiture du nouveau président est essentielle pour l'avenir politique de l'Espagne et elle dépend, à plusieurs égards, du roi, en qui la grande partie de la population française n'a pas confiance. La désignation d'Adolfo Suárez surprend en Espagne mais aussi à l'étranger. Il n'est pas le candidat le plus sérieux. Et, en outre, il a fait ses débuts dans le régime de Franco. Cependant, l'Élysée en raison de son amitié avec le monarque soutient le nouveau président du

³⁷ MARTÍN-PAÑEDA, P., *op. cit.*, p. 204.

³⁸ DELGADO, L., *op. cit.*, p. 131.

gouvernement, malgré les critiques continues exprimées dans la documentation interne. Dans ces dossiers Jean-François Deniau explique la nomination d'Adolfo Suárez par le roi ainsi : son amitié avec Juan Carlos, sa fidélité et sa loyauté au roi et son accord pour « ne pas engager la couronne dans la gestion du gouvernement »³⁹. Selon l'ambassadeur, la CEE dans son ensemble est aussi mécontente, pour différents motifs. D'abord, parce qu'on constate avec méfiance que le premier voyage officiel du monarque a eu pour destination les États-Unis. Ensuite, car on considère que le choix d'une personne liée directement avec le franquisme peut mettre en danger la démocratisation de l'Espagne. Malgré tout, depuis la France, on décrit Suárez comme une personne douée, experte, ambitieuse, séductrice mais très ambiguë dans ses commentaires politiques⁴⁰. À partir de l'investiture du nouveau président la plupart de la documentation envoyée au Quai d'Orsay montre l'inquiétude quant à la situation en Espagne. Le *bunker* (les défenseurs de la dictature en Espagne) et une partie de l'armée se refusent à accepter la réforme de l'État, la crise économique s'est aggravée avec l'augmentation des prix, et l'incertitude quant à la désignation des ministres empêche la stabilisation du pays⁴¹. Dans ce contexte, le ministère des affaires étrangères conseille d'associer des membres de l'opposition modérée démocratique, en montrant de l'intérêt pour une réforme contrôlée. Après la formation du premier gouvernement espagnol, les premières réactions de la France ne se font pas attendre. Malgré le caractère majoritairement conservateur de ce gouvernement, c'est l'homogénéité des positions et l'union de tous ses ministres qui s'affirment, ce qui justifie, en août 1976, les discours positifs de la part de l'ambassade française à l'égard de l'équipe de Suárez. Les premiers contacts avec l'opposition, la future convocation des élections et l'élaboration de la LRP⁴² inspirent une certaine confiance à la France : « Un mois et demi après sa formation, le gouvernement Suarez, dont on pouvait craindre un certain manque de crédibilité, est sorti de l'ornière dans laquelle le gouvernement Arias Navarro s'enfonçait »⁴³.

Des commentaires positifs s'expriment également dans la presse, même si on considère toujours que le processus de démocratisation n'est pas encore assez affirmé. De cette manière, le journal *Le Monde* parle en juillet d'un « bouleversement spectaculaire » après l'investiture de Suárez et, seulement quelques mois plus tard, il se demande de manière positive si « l'anomalie espagnole » est finie⁴⁴. Cette amélioration légère de la confiance dans la situation

³⁹ Rapport du 5 juillet 1976. AMAE, 1929INVA/4352.

⁴⁰ Rapport du 4 juillet 1976. AMAE, 1929INVA/4353.

⁴¹ Rapport du 5 juillet 1976. AMAE, 1929INVA/4352.

⁴² Ley para la Reforma Política (loi pour la réforme politique) approuvée le 18 novembre 1976 par les Cortes et soumise à référendum le 15 décembre 1976.

⁴³ Rapport des 8 et 16 août 1976. AMAE, 1929INVA/4353.

⁴⁴ *Le Monde*, 9 juillet et 30 octobre 1976.

politique, après les premières actions du jeune président, en reste là, en raison de la situation conflictuelle et de la confrontation permanente en Espagne⁴⁵.

Pendant les premiers mois de mandat de Suárez, l'Espagne a tenté à deux reprises de se rapprocher de la France. Le président espagnol rencontre Jacques Chirac en juillet 1976 et, en octobre, le roi se rend à Paris pour s'entretenir avec Valéry Giscard d'Estaing. Ce sont deux visites d'une très grande importance qui montrent la volonté de l'Espagne de trouver une légitimité européenne et des soutiens pour une future entrée dans la CEE. Nous voulons montrer ici que la France et l'Espagne sont plus que deux pays partageant une frontière. Pour l'État ibérique, il est essentiel d'améliorer ses relations avec la France pour les raisons que nous avons déjà commentées, mais aussi pour d'autres qui sont tout aussi importantes. La traque du groupe terroriste ETA, dans un contexte de multiplication des attentats, se heurte à l'attitude française. Quelques membres de ce groupe se réfugient en France pour fuir les forces policières espagnoles. Ils y trouvent l'anonymat et la passivité d'un gouvernement qui se refuse à les extraditer, les considérant comme des militants de la lutte antifranquiste. Les différentes façons de concevoir le terrorisme de l'ETA provoquent l'incompréhension de la population espagnole, en plus de la confrontation des gouvernements, surtout à partir de 1977. En effet, le boycott des produits horticoles à la frontière et la vision sociale de l'Espagne qu'on analysera plus loin, sont d'autres motifs de désaccord entre les deux pays⁴⁶. Dans les rencontres bilatérales, Adolfo Suárez accompagne le ministre de l'Agriculture avec l'intention de parler des problématiques agricoles. À Paris, ils sont reçus par Jacques Chirac et non par le Président de la République. Ce détail est très significatif car le premier ministre, héritier du gaullisme, est un des principaux promoteurs de la défense de l'agriculture française. D'ailleurs, seulement quelques semaines avant cette rencontre, Jacques Chirac rencontre les agriculteurs du Midi pour parler des prix agricoles⁴⁷. Jean-François Deniau définit cette rencontre bilatérale comme protocolaire et comme un signe des différends entre les deux pays⁴⁸. Le gouvernement espagnol espérait trouver des soutiens pour l'entrée dans la CEE mais il revient en Espagne en connaissant l'opposition de Jacques Chirac. Ces différences montrent au gouvernement d'UCD⁴⁹ que le soutien français à la démocratisation espagnole est dans certains cas conditionnée à ses intérêts internes. Le temps passant, Adolfo Suárez ne s'engage pas davantage dans l'activité internationale. En ce qui concerne la France, comme Suarez le reconnaît plus tard, il ne lie pas

⁴⁵ *Le Monde*, 30 octobre et 27 novembre 1976.

⁴⁶ *ABC*, 7 octobre 1976.

⁴⁷ *Le Monde*, 8 juin 1976.

⁴⁸ DENIAU, Jean-François, *Mémoire de 7 vies*, t. II, Paris, PLON, 1997, p. 370.

⁴⁹ « Union du Centre démocratique », coalition politique créée en mai 1977 autour d'Adolfo Suárez.

de relation privilégiée avec Valéry Giscard d'Estaing⁵⁰. Au cours des derniers mois de 1976, la plupart des gouvernements européens se prononcent sur le processus de transition espagnole. L'Allemagne, luttant avec la France pour jouer un rôle moteur dans le changement espagnol, est un des premiers pays à se prononcer pour le changement réformiste du roi comme le montre la rencontre entre le président Walter Scheel et Juan Carlos I^{er} en décembre 1976⁵¹.

La deuxième rencontre bilatérale franco-espagnole a lieu en septembre de cette même année avec la visite de Juan Carlos I^{er} à V. Giscard d'Estaing et diffère de la visite précédente de Suárez, qui avait été à peine évoquée dans les médias, principalement parce qu'aucun des deux dirigeants n'en avait tiré de conclusions positives. La rencontre de 1976 entre le roi et le président français est très différente, car les deux hommes entretiennent une relation correcte. Valéry Giscard d'Estaing a parié dès le début sur le changement espagnol et s'est montré confiant dans la réforme du roi. Le président de la République prononce un discours après ses échanges avec le monarque, dans lequel il fait l'éloge de son travail et exprime sa confiance dans la démocratisation des institutions⁵². L'écho dans les journaux des deux pays est considérable. En Espagne, *El País* affirme : « la presse française, depuis la droite jusqu'à l'indépendant *Le Monde* a reçu le Roi très favorablement en soulignant dans tous les cas sa volonté de démocratiser le pays »⁵³. Et, côté français, *Le Monde* et *Le Nouvel Observateur* expriment une certaine confiance dans le changement espagnol après cette rencontre⁵⁴. Ces déclarations ont influencé positivement la vision politique espagnole.

Pendant les derniers mois de l'année, en France, des espoirs voient le jour quant à la démocratisation de l'Espagne, perceptibles dans la presse, qui soutient les premières mesures de Suárez et accueille favorablement la visite du roi. Maints commentaires prêtent aussi attention à la ligne marquée par la résolution du Conseil de l'Europe de septembre 1976, qui affirment avec optimisme que « l'Espagne est entrée dans une période de transition, et que le processus de démocratisation est irréversible »⁵⁵. Cependant, la réalité sociale de l'Espagne et les intérêts de la France empêchent que cette vision se renforce, malgré l'accord de la LRP. La violence, l'arrestation de Santiago Carrillo et l'interdiction de réunions de l'opposition empêchent de parler clairement de processus démocratique⁵⁶. On considère que la monarchie

⁵⁰ ACUÑA, R.-L., *op cit.*, p. 87.

⁵¹ TROUVE, M., *op. cit.*, 2008, p. 191-193.

⁵² *Le Monde*, 29 octobre 1976.

⁵³ *El País*, 26 et 28 octobre 1976.

⁵⁴ *Le Monde*, 29 octobre 1976.

⁵⁵ Résolution 640 (1976) du Conseil de l'Europe, 22 septembre 1976. Archive CVCE.

⁵⁶ *Le Monde*, 15 décembre 1976. La transition a été conditionnée par la peur de l'avenir politique et l'incertitude entourant le nouveau système de gouvernement. Les *gobernadores civiles* ont souvent annulé les actes politiques des partis démocratiques.

est toujours liée au franquisme et que la loi électorale est arbitraire et favorable aux partis conservateurs. L'ambassade de France à Madrid et le Quai d'Orsay se montrent inquiets sur l'attitude adoptée par les sympathisants du franquisme face à une possible démocratisation. L'administration espagnole, depuis les fonctionnaires jusqu'aux militaires, est composée de fervents défenseurs du dictateur et cela pose un sérieux problème pour l'avenir⁵⁷. Dans une perspective économique, les deux pays ont essayé de conclure également des accords commerciaux depuis la décennie précédente. Mais la France n'a pas été la seule à s'y essayer. L'approvisionnement énergétique a fini par être dominé par les États-Unis et l'implantation de la technologie allemande de télévision en couleur en 1978 a remplacé le projet français du SECAM⁵⁸.

Parallèlement, pendant la deuxième moitié de l'année 1976, les débats de l'Assemblée Nationale et du Sénat font référence de façon continue à la problématique espagnole. Une partie importante des interventions révèle deux enjeux distincts : la démocratisation et l'entrée dans la CEE, deux processus qu'en Espagne on ne comprend pas de manière indépendante. Cette double vision est défendue lors de la première séance de l'Assemblée Nationale par le ministre de l'Agriculture. Lors de la deuxième séance de ce même jour, le député socialiste Raoul Bayou met de côté les problèmes de la transition espagnole pour se concentrer sur les thématiques viticoles⁵⁹. Quelques jours plus tard, Jean Seitlinger, député du Groupe des Réformateurs Démocrates Sociaux, sympathisants de V. Giscard d'Estaing, offre une vision contraire. Dans son intervention, il ne souligne pas uniquement la problématique de l'entrée de l'Espagne dans la CEE, mais il défend aussi les politiques internationales françaises⁶⁰. Cette dernière allocution prétend présenter la France comme le pays parrain du changement espagnol, conformément à la position adoptée par le président français. Les interpellations de l'Assemblée française mettent en évidence les différentes manières de comprendre le processus de transition espagnole et surtout l'inconstance dans le soutien apporté à la démocratisation. Tandis que V. Giscard d'Estaing appuie inconditionnellement le roi depuis les premiers moments, le ministre de l'Agriculture empêche l'Espagne d'entrer dans la CEE, craignant la concurrence de ses fruits et légumes. Parallèlement, quelques députés socialistes critiquent les relations gouvernementales avec les conservateurs espagnols et d'autres membres du même parti se concentrent sur la défense des intérêts des agriculteurs français sans prêter attention à ce qui a

⁵⁷ Rapport des 7 septembre, 6 octobre et 23 décembre 1976. AMAE, 1929INVA/4353.

⁵⁸ MARTIN-PAÑEDA, P., *op. cit.*, p. 119, 231-233.

⁵⁹ *Journal Officiel. Débat parlementaires Assemblée Nationale*, 4 novembre 1976, p. 7517 et 7534.

⁶⁰ *Ibid.*, 9 novembre 1976, p. 7830.

lieu en Espagne. À tout cela, il faut ajouter les différentes conceptions du franquisme qui perdurent et le manque ponctuel de crédibilité du processus de transition⁶¹.

Le débat le plus intense se produit au Sénat le 1^{er} décembre 1976, après la visite du roi d'Espagne en France. Les communistes et les socialistes critiquent la relation établie entre leur pays et Juan Carlos I^{er}. Serge Boucheny, député communiste comme Jean Périquier, sénateur socialiste défendent les forces progressistes et démocratiques de l'Espagne contre la continuité du franquisme qui, d'après eux, est incarnée par le monarque. Ils critiquent la politique officielle française avec le pays voisin pour deux raisons. D'abord, celle-ci soutient la perpétuation de la dictature et, ensuite, elle établit une série de contacts dont les objectifs sont de renforcer la présence des patrons français sur le territoire espagnol, surtout avec la construction de centrales nucléaires. La défense des politiques gouvernementales est menée par Guy Petit, sénateur conservateur, et Louis de Guiringaud, ministre des Affaires Étrangères. Tous deux défendent le changement qui est en train de se produire en Espagne et ils mettent l'accent sur la nécessité de maintenir des contacts permanents entre les deux gouvernements. Ils acceptent même l'entrée dans le cercle communautaire du gouvernement de Suárez contre l'avis du ministre de l'Agriculture quelques semaines avant : « Il n'empêche que rien ne doit s'opposer à ce que l'Espagne, dès qu'elle aura une Constitution démocratique et que des élections libres auront pu y être organisées, puisse entrer dans le Marché Commun. Il y va de l'intérêt de nos deux pays »⁶². Ce débat arrive au moment le plus tendu, avec les blâmes communistes sur les liens du gouvernement avec le franquisme. Guy Petit répond par un argument qui rappelle les commentaires apparus en France après la mort du dictateur⁶³. Les arguments utilisés par les différentes forces politiques durant cette journée au Sénat reviennent à mettre en évidence les disparités dans les cercles politiques français sur la situation espagnole. Le commentaire de Guy Petit reflète une fois de plus un certain respect envers la dictature franquiste. Il ne s'agit pas d'un argument contradictoire de la part de ce sénateur conservateur : le respect et la justification du franquisme ne l'empêchent pas de défendre à ce moment-là la nécessité d'un certain changement, mais cela montre qu'une partie de la politique française ne condamne pas la dictature, et cela conditionne le type d'avenir que les Français veulent construire en Espagne. Les affrontements lors de cette séance du Sénat révèlent les divisions idéologiques qui existent

⁶¹ Dans certains médias français, on appelait le roi « Juan Carlos le bref ». BUSTURIA, D. et CANTERA, G. (éd.), *op. cit.*, p. 137.

⁶² AMAE, 1929INVA/4353.

⁶³ Guy Petit a dit dans une de ses interventions au Sénat en 1976 : « Précisément, grâce à Franco [...] et grâce à l'ordre et à la paix qui ont régné en Espagne ». *Journal Officiel. Débat parlementaires Sénat*, 1^{er} décembre 1976, p. 3791.

dans la conception du changement politique espagnol. À cela s'ajoute la défense des intérêts nationaux. Dès lors, le dilemme devient pour la France : comment défendre la démocratie espagnole et, en même temps, les agriculteurs français ?

L'activité politique du Gouvernement de l'UCD durant la première moitié de 1977 met les autorités françaises dans l'expectative. Les dossiers internes envoyés au Quai d'Orsay cessent de mettre en cause le président du gouvernement espagnol et en reconnaissent la pertinence politique. Celui-ci a permis l'activité des partis d'opposition sans trop irriter les membres du *bunker*. Les dossiers soulignent tout de même la liquidation du Mouvement (parti politique unique) et la suppression de l'article 2 de la Loi de Presse comme démonstration des intentions réformistes de Suárez, actions ne sont insuffisantes pour réduire la tension⁶⁴. La mise en valeur de certaines activités menées par Adolfo Suárez et son équipe ministérielle ne cache pas la grande inquiétude sur la situation politique, sociale et économique du pays. Les forces extrémistes tâchent de déstabiliser le pays et, de plus, une partie de l'armée défend la dictature⁶⁵. À cela s'ajoutent les revendications régionalistes, le chômage et l'inflation, le conflit social et la puissance d'AP (*Alianza Popular*) un parti qui défend le franquisme, comme le révèlent ses discours idéologiques⁶⁶. Cette vision est partagée par la presse française, qui considère que le pays se trouve sous la menace constante d'une déstabilisation. Par conséquent, le processus de transition n'est pas renforcé dans l'Espagne comme essaye de le faire comprendre le Conseil de l'Europe en 1976⁶⁷. Malgré l'inquiétude perceptible dans les dossiers du Ministère des Affaires Étrangères, il n'y a pas d'initiatives pour coopérer avec l'Espagne ni pour collaborer activement à la démocratisation du pays. Le Quai d'Orsay évite de s'impliquer dans ce qui se passe en Espagne, où, pendant la première moitié de 1977, deux nouveaux enjeux apparaissent : la légalisation du PCE et les premières élections démocratiques du 15 juin 1977.

Dès le début, la France défend la légalisation du PCE, tout en étant consciente des difficultés que cela provoquerait. L'inévitable acceptation des communistes, afin que le système démocratique puisse se consolider, pouvait avoir deux conséquences négatives. Le *bunker* n'accepte pas le PCE de Santiago Carrillo et la gauche radicale ne tolère pas de rester en dehors du système. Les dossiers de l'Ambassade française prêtent davantage attention aux élections futures. Ils sont centrés sur la tension sociale, le conflit entre les formations et surtout l'absence de culture démocratique. Il n'y a pas de précédent auquel se référer pour la majorité de la

⁶⁴ Rapport des 7 et 17 février et 23 mars 1977. AMAE, 1929INVA/4355.

⁶⁵ Rapport du 16 avril 1977. AMAE, 1929INVA/4355.

⁶⁶ Rapport du 21 avril 1977. AMAE, 1929INVA/4353.

⁶⁷ *Le Monde*, 4 février 1977.

société, car les dernières élections se sont tenues pendant la Seconde République ; l'électorat est inexpérimenté et est désorienté à tel point que, selon ces analyses, il ne comprend pas la nécessité de voter au Congrès et au Sénat, ni les fonctions des membres des listes électorales. Malgré le caractère démocratique des élections, les rapports insistent sur ces aspects antidémocratiques de la campagne électorale. *Alianza Popular*, « les orphelins du Caudillo » selon *Le Monde*, compte aussi sur une coopération de l'Église, laquelle a fait quelques commentaires publics contre le communisme. De plus, AP contrôle toujours les réseaux hérités du franquisme dans le monde rural⁶⁸. Même si ces actions nuisent à l'UCD, cette coalition compte sur quelques ressources de l'État qui lui ont permis de faire face aux stratégies d'AP. La maîtrise des médias, surtout de la télévision, lui permet de jouir d'une meilleure diffusion de ses idées. En définitive, les sources d'informations internes de V. Giscard d'Estaing révèlent une connaissance assez exacte de la réalité du pays, même si les instances gouvernementales ne communiquent pas au président toute l'information recueillie⁶⁹.

La question espagnole est aussi très présente dans le débat public, mais pour des raisons différentes. Si les journaux français parlent de la démocratisation espagnole, ils insistent sur les préoccupations des dirigeants politiques liées à l'adhésion à la CEE, l'intégration étant considérée comme un danger pour ses agriculteurs du Midi. Dans *Le Monde*, très peu de gros titres sont consacrés aux dirigeants politiques espagnols et à la situation interne du pays, la plupart des articles politiques étant en rapport avec les relations entre l'Espagne et le Marché Commun. Une partie de la société s'intéresse à l'actualité espagnole en raison de sa proximité géographique et de la présence en France de nombreux émigrés. Malgré toutes les difficultés politiques et sociales évoquées dans les dossiers internes du gouvernement et dans les médias, les élites politiques s'inquiètent majoritairement de l'intégration de l'Espagne dans les dynamiques européennes. La recherche de solutions face à une hypothétique future démocratie en Espagne montre que la défense des intérêts nationaux passe avant la collaboration pour la démocratisation de l'Espagne⁷⁰. Cette ligne se retrouve dans les déclarations du ministre de l'Agriculture et celles du nouveau Premier ministre Raymond Barre. En janvier 1977, M. Bonnet, ministre de l'Agriculture, défend les produits primaires français et le besoin de négocier les relations communautaires ibériques, mais sans faire référence à la complexité de la réalité espagnole⁷¹. D'un autre côté, Raymond Barre adopte des principes identiques, même s'il

⁶⁸ *Le Monde*, 6 juin 1977.

⁶⁹ Rapport des 6 et 16 avril 1977. AMAE, 1929INVA/4355.

⁷⁰ Pour un exemple des difficultés, cf. « Espagne : une situation difficile avant les élections » *Le Monde*, 17 mai 1977.

⁷¹ *Le Monde*, 15 janvier 1977.

nuance parfois son discours. Dans un entretien à un des journaux de référence du sud de la France, il affirme : « L'entrée de l'Espagne dans le Marché commun [...] entraînerait sans doute l'arrivée d'un concurrent redoutable pour la France dans le domaine agricole et dans le domaine industriel »⁷². Quelques jours plus tard, il défend les produits français face à l'adhésion espagnole⁷³. Lors de la visite du président portugais à Paris, le journal conservateur *L'Aurore* met l'accent sur les difficultés qu'entraîne l'entrée des pays méditerranéens dans la CEE depuis un point de vue économique⁷⁴. Cette ligne d'argumentation est suivie par quelques gaullistes comme Jacques Chirac, ancien premier ministre, et Maurice Couve de Murville, ex-ministre de Charles de Gaulle. Quelques semaines avant les premières élections démocratiques en Espagne, ces deux représentants politiques focalisent leurs commentaires sur l'entrée problématique de l'Espagne dans la CEE et non sur la défense de l'instauration du système de libertés, toujours difficile. L'origine de ce genre de discours se trouve dans les associations d'agriculteurs, mais aussi dans certains cercles d'affaires. Pour preuve, les déclarations de l'association des Jeunes Agriculteurs et de José Bidegain, président d'une partie du patronat français⁷⁵. À celles-ci s'ajoute la publication *Espagne : un choc pour l'Europe* dans laquelle le Cercle National des Jeunes Agriculteurs (CNJA) défend sa position contre l'adhésion espagnole⁷⁶. Tous font des allusions régulières à l'Espagne en relation avec sa possible adhésion. L'importance des premières élections démocratiques est laissée de côté.

Les débats se portent sur la défense des produits agricoles français, même si de nouvelles controverses apparaissent. À l'Assemblée Nationale, la problématique agricole monopolise les séances du 13 avril et des 7 et 8 juin 1977. Entre ces deux dates, le 5 mai, le gouvernement français expose les difficultés pour établir des projets de coopération industrielle avec l'Espagne, de type technologique, comme la télévision, ou militaire, comme les nouveaux hélicoptères. Le contraste entre ces deux thématiques met une fois de plus l'accent sur la complexité et les contradictions de la vision que la France a de l'Espagne. La défense de ses propres intérêts mène la France à freiner l'entrée espagnole dans le Marché Commun, à défendre une coopération industrielle qui puisse bénéficier aux deux pays et à reléguer au deuxième plan le processus de démocratisation. Quelques jours plus tard, le député communiste André Tourné propose aux 400 000 travailleurs espagnols en France une autorisation spéciale

⁷² Entretien paru dans *Sud-Ouest* et *Le Monde*, 15 février 1977.

⁷³ *Le Monde*, 22 février 1977.

⁷⁴ *L'Aurore*, 8 mars 1977.

⁷⁵ *Le Monde*, 2 et 24 février, 13 mars 1977.

⁷⁶ CNJA, *Espagne : un choc pour l'Europe*, publication de CNJA, 1976.

pour qu'ils puissent voter aux élections du 15 juin⁷⁷. Ce n'est pas la première fois que la France s'intéresse à cette question. Le Ministère des Affaires Étrangères est conscient de la situation de ces immigrés, mais cherche à empêcher leur participation au vote, estimant que la plupart des résidents à l'étranger sont des sympathisants de gauche⁷⁸. Les débats au Sénat mettent l'accent sur l'importance de l'entrée de l'Espagne dans la CEE pour la France. La journée sénatoriale du 31 mai porte sur l'entrée des pays méditerranéens dans l'Europe. Plusieurs dossiers sur les conséquences pour la France de l'élargissement de l'Europe sont présentés et les interventions d'Edgar Pisani, ministre de l'Agriculture entre 1961 et 1962, rédacteur de la politique agricole commune dans les années 1960 et sénateur socialiste depuis 1973, et de Louis de Guiringaud, ministre des Affaires Étrangères dans le Gouvernement de V. Giscard d'Estaing, sont particulièrement remarquées. Les deux hommes défendent la même idée, à savoir l'élargissement de l'Europe à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne. Cependant, E. Pisani se montre plus critique envers l'intégration des trois pays et il défend la nécessité de réformer la politique agricole commune. Pour sa part, L. de Guiringaud donne des raisons économiques diverses pour se montrer favorable seulement à l'entrée de la Grèce et ne considère les aspirations espagnoles que comme « une virtualité »⁷⁹. À nouveau, la protection de l'économie nationale finit par prendre plus d'importance que l'instauration démocratique en Espagne.

Cet article a avant tout cherché à montrer la complexité de l'attitude française face au changement politique en Espagne. La position de la France ne peut pas être comprise seulement comme un point de vue, car de nombreux facteurs pèsent au moment de se prononcer sur le changement espagnol. Ainsi, l'idée traditionnelle du parrainage que Valéry Giscard d'Estaing a essayé d'instaurer a été remise en question. La réponse à cette problématique n'est pas entièrement concluante, mais l'auteur de ces lignes a avancé des éléments suffisants pour remettre en question la participation de la France à la démocratisation espagnole.

La politique extérieure que Valéry Giscard d'Estaing a menée pour essayer de parrainer la monarchie espagnole consiste à défendre le changement modéré sans arriver à condamner de façon explicite le régime dictatorial antérieur. Au niveau supranational, un de ses buts est de contrôler l'Espagne avant que d'autres pays, comme l'Allemagne, ne le fassent. Il ne faut pas oublier que l'ouverture de l'Espagne proposerait de nouveaux débouchés aux produits français.

⁷⁷ Les débats étudiés : Assemblée Nationale, 7 et 13 avril, 5 et 17 mai, 7, 8 et 23 juin 1977.

⁷⁸ Rapport du 2 juin 1977. AMAE, 1929INVA/4355.

⁷⁹ *Journal Officiel. Débat parlementaires Sénat*, 31 mai 1977, p. 1065.

D'autre part, l'étude de la politique menée à l'intérieur des frontières françaises confirme les hypothèses énoncées dans l'introduction. Des débats naissent sur deux plans différents. D'un côté, sur le plan idéologique, et d'un autre, sur la défense des intérêts nationaux. D'un point de vue politique, les partis et la presse de gauche défendent la rupture avec le franquisme, tandis que les milieux conservateurs plaident pour une réforme modérée et monarchique qui ne condamne pas la dictature. En revanche, l'échiquier idéologique est bouleversé par la défense des intérêts nationaux de la France. Les représentants agricoles français, depuis la fin des années 1960, ont construit un discours contre les produits agricoles espagnols qui prend des connotations politiques en 1976. Le monde politique se doit de faire un choix : le changement politique en Espagne ou, plutôt, la protection des hypothétiques intérêts de l'agriculture française. La période analysée est trop courte pour offrir une conclusion ferme, mais l'on peut prouver que la défense des intérêts français a supplanté les considérations idéologiques. Depuis 1976, les forces progressistes et conservatrices, font référence à l'Espagne d'une manière plus ou moins régulière, mais, dans beaucoup de cas, en prêtant attention aux difficultés qu'entraînerait son entrée en Europe et non pour constater la délicate situation du pays. Tout cela contredit la tentative du président français de parrainer le changement, car, jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons pas trouvé de preuves de collaboration avec l'Espagne. Le soutien à la transition espagnole n'est donc pas une décision de solidarité politique, mais plutôt le fruit de plusieurs facteurs. L'analyse de ces questions a mis en évidence une idée qui jusqu'à présent était passée inaperçue. En 1976 et 1977, le débat sur l'adhésion espagnole à l'Europe a pris de l'ampleur, au point d'accaparer l'opinion au détriment de la démocratisation du pays. Et ce, bien que la presse nationale tout comme les dossiers envoyés au Quai d'Orsay permettent une bonne connaissance des difficultés espagnoles. Il faut ajouter la possible existence de préjugés sur la société espagnole et l'absence d'entente véritable entre Suárez et les autorités françaises. Seules les visites de Juan Carlos I^{er} et de Gutiérrez Mellado en 1976 et 1977 ont réussi à améliorer certains aspects de la vision française sur l'Espagne⁸⁰.

Dans le contexte actuel de crise de l'Union Européenne, cette étude a rappelé la conception de cette entité supranationale telle qu'elle existait en 1976 et 1977. Pour l'Espagne, le soutien européen pouvait supposer une aide pour légitimer la démocratie qu'elle était en train d'essayer de construire et un traitement égal à celui du reste des pays membres. Cette idée était apparue dès la Réunion de Munich en 1962. Pour la France, le Marché Commun constituait un cadre où primait le bénéfice propre et non pas collectif. Cette position se confirmée quelques

⁸⁰ *El País*, 27 janvier 1977.

années plus tard, lorsque tous les pays membres sauf la France se prononcent en faveur de l'entrée de l'Espagne dans la CEE. Il reste à prouver quelles sont les véritables causes du refus de la France de l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun et jusqu'à quel point s'est politisée cette position issue du monde rural français. Il ne faut pas oublier que ce conflit s'est poursuivi jusqu'en 1985, même lorsque des gouvernements socialistes dirigeaient les deux pays, François Mitterrand en France et Felipe González en Espagne. Cela met en évidence que le facteur idéologique a perdu de la force en faveur de la défense des intérêts nationaux. En dernier lieu, nous ne devons pas non plus négliger dans nos recherches futures de mettre en parallèle la vision espagnole sur la France, car elle a sûrement été déterminante dans les positions de ce pays face à la France⁸¹.

Sergio Molina García

Membre du Seminario de Estudios del Franquismo y Transición, Grupo de Investigación de

Historia de las Relaciones Internacionales

Universidad Complutense de Madrid, Espagne

sermolin@ucm.es

⁸¹Dans un rapport, le gouvernement français expose la campagne hostile à la France menée en Espagne en 1975. AMAE, 187QO/422.